

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 43.532/2/V
DU 4 SEPTEMBRE 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense, le 9 août 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant diverses dispositions relatives au statut des candidats officiers auxiliaires et du personnel navigant", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Dispositif

Article 1^{er}

1. L'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, de l'arrêté royal du 2 septembre 1978 relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires pilotes (article 1^{er}, 1/, du projet), dispose :

"Sont fixés dans un règlement arrêté par le ministre de la Défense :

- 1/ le total des points par élément du cycle de formation;
- 2/ (...)."

.../...

Il doit être rappelé que la mise en oeuvre, par le ministre, de telles subdélégations de pouvoirs réglementaires, doit prendre la forme d'arrêtés ministériels, soumis à l'avis du Conseil d'État ⁽¹⁾.

Cette observation vaut également pour les articles 1^{er}, 8/, et 8, 1/, du projet examiné.

2. À l'article 4, § 3, alinéa 2, en projet, il y a lieu dans un souci de clarification, d'ajouter après les mots "ou qui a obtenu une note d'exclusion", les mots "pour un élément du cycle de formation".

3. L'article 4, § 10, de l'arrêté royal du 2 septembre 1978, précité, comportant deux alinéas, il convient de compléter les membres de phrase liminaires de l'article 1^{er}, 4/ et 5/, du projet examiné, par l'insertion des mots ", alinéa 2" après les mots "le § 10".

Article 10

Dans la phrase liminaire de l'article 10 du projet, il convient de supprimer les mots : "alinéa 1^{er},". L'article 10, du projet, procède en effet au remplacement de la totalité de l'article 3 de l'arrêté royal du 25 avril 2004 relatif au statut et à l'aptitude médicale des contrôleurs de trafic aérien militaires.

⁽¹⁾ Ce principe a déjà été rappelé à de nombreuses reprises par la section de législation du Conseil d'État, notamment dans ses avis 43.022/4, donné le 4 juin 2007, à propos de l'article 11 du projet d'arrêté royal "relatif à l'admission et à la fin du service volontaire d'utilité collective", et 43.210/4, donné le 25 juin 2007, à propos de l'article 6 du projet devenu l'arrêté royal du 26 juillet 2007 modifiant diverses dispositions relatives au statut du personnel navigant des forces armées.

Article 15

1. L'article 15 du projet vise à insérer dans l'arrêté royal du 25 avril 2004 précité, un chapitre IVbis comprenant l'article 29bis, ce dernier disposant :

"Le candidat ATC subit les épreuves psychotechniques spécifiques au contrôle aérien subies par les postulants à la même fonction."

Le terme "postulant" est défini par l'article 3, 5/, de la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la défense comme étant :

"La personne, entre le moment où elle s'inscrit pour une session de recrutement et le moment où elle acquiert la qualité de candidat militaire ou, le cas échéant, où il est mis fin au processus de recrutement lié à cette inscription."

Il est logique de préciser que les personnes souhaitant suivre la formation professionnelle relative à l'obtention du brevet de contrôleur de trafic aérien (air traffic controller, en abrégé "ATC") tout en ayant déjà acquis précédemment la qualité de candidat militaire ou de militaire, doivent subir, pour y être admis, les mêmes épreuves psychotechniques spécifiques que les postulants (extérieurs) désirant acquérir la qualité de candidat militaire pour suivre cette formation.

Il conviendrait cependant de compléter la disposition à l'examen afin d'y préciser comment s'intègrent ces épreuves psychotechniques spécifiques dans la formation du candidat ATC, notamment d'un point de vue chronologique (à quel moment de la formation) et procédural (processus décisionnel, voies de recours, ...).

2. Compte tenu des précisions qui seront ainsi apportées à l'article 15 du projet, il convient de compléter également la liste des dispositions visées au titre de fondement légal dans le préambule du projet.

Article 22

L'article 22 du projet, qui vise à insérer un chapitre *Iibis*, comprenant l'article 10*bis*, dans l'arrêté royal du 17 septembre 2005 relatif à l'aptitude au service aérien, appelle les mêmes observations que l'article 15 du projet.

Pour ce qui concerne le fondement légal de l'article 10*bis*, en projet, il convient de noter que les dispositions visées au préambule du projet ne concernent que les officiers désirant se porter candidat au service aérien.

Pour les autres catégories de personnel, l'auteur du projet pourra se référer au préambule de l'arrêté royal du 17 septembre 2005, précité.

Article 24

L'article 24 du projet dispose que celui-ci entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception des articles 1^{er}, 1/ à 3, et 8, qui produisent leurs effets le 15 août 2007.

L'auteur du projet doit être à même de justifier l'effet rétroactif partiel qu'il entend ainsi lui donner. Pour rappel, l'attribution d'un effet rétroactif à des arrêtés n'est admissible que, dans le respect du principe d'égalité, si la rétroactivité s'appuie sur un fondement légal, si elle se rapporte à une règle qui accorde des avantages ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer la continuité du service public et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet devrait être revu du point de vue d'un usage correct et cohérent de la terminologie. À titre d'exemple, le projet utilise tantôt le terme "uitsluitingscijfer" (article 1^{er}, 2/, article 4, § 3, alinéa 1^{er}, en projet), tantôt le terme "uitsluitcijfer" (article 1^{er}, 3/, article 4, § 3, alinéa 2, en projet). Le terme "uitsluitcijfer" n'est pas d'usage.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. NIHOUL,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.532/2/V
van 4 SEPTEMBER 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 9 augustus 2007 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van meerdere bepalingen betreffende het statuut van de kandidaat-hulpofficieren en van het varend personeel", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 1

1. Het ontworpen artikel 4, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 2 september 1978 betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren piloten (artikel 1, 1/, van het ontwerp), bepaalt het volgende :

"Worden vastgelegd in een reglement uitgevaardigd door de minister van Landsverdediging

1/ het totaal van de punten per element (lees: onderdeel) van de vormingcyclus;

2/ (...)."

.../...

Er wordt weer op gewezen dat de minister dergelijke overgedragen verordnungsbevoegdheden moet uitoefenen door middel van ministeriële besluiten, die voor advies aan de Raad van State moeten worden voorgelegd ⁽¹⁾.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 1, 8/, en 8, 1/, van het voorliggende ontwerp.

2. In het ontworpen artikel 4, § 3, tweede lid, moeten, ter wille van de duidelijkheid, na de woorden "of die een uitsluitcijfer bekomen heeft (lees: "... uitsluitcijfer gekregen heeft)," de woorden "voor een onderdeel van de vormingscyclus" toegevoegd worden.

3. Aangezien artikel 4, § 10, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 september 1978 twee leden omvat, moeten de inleidende zinnen van artikel 1, 4/ en 5/, van het voorliggende ontwerp, aangevuld worden door de woorden “, tweede lid” in te voegen na de woorden "§ 10".

Artikel 10

In de inleidende zin van artikel 10 van het ontwerp, moeten de woorden "eerste lid," geschrapt worden. In artikel 10 van het ontwerp wordt artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 april 2004 betreffende het statuut en de medische geschiktheid van de militaire luchtverkeersleiders immers in zijn geheel vervangen.

⁽¹⁾ Dit beginsel is reeds verschillende malen in herinnering gebracht door de afdeling wetgeving van de Raad van State, inzonderheid in haar advies 43.022/4, gegeven op 4 juni 2007, over artikel 11 van een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toelating tot en het einde van de vrijwillige dienst van collectief nut", en in haar advies 43.210/4, gegeven op 25 juni 2007 over artikel 6 van het ontwerp dat het koninklijk besluit van 26 juli 2007 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van het varend personeel van de krijgsmacht is geworden.

Artikel 15

1. Artikel 15 van het ontwerp strekt ertoe in het voornoemde koninklijk besluit van 25 april 2004 een hoofdstuk IVbis in te voegen, dat artikel 29bis omvat, waarin het volgende wordt bepaald :

"De kandidaat ATC ondergaat de specifieke psychotechnische proeven (lees: tests) voor het luchtverkeer die door de sollicitanten voor dezelfde functie ondergaan (lees: afgelegd) worden."

De term "sollicitant" wordt als volgt gedefinieerd in artikel 3, 5/, van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging :

"De persoon, tussen het ogenblik waarop hij zich inschrijft voor een wervingssessie en het ogenblik waarop hij de hoedanigheid van kandidaat-militair verwerft, of desgevallend waarop er een einde wordt gesteld aan het wervingsproces voor deze inschrijving."

Het is logisch te preciseren dat wie de beroepsopleiding wil volgen om het brevet van luchtverkeersleider te halen (air traffic controller, afgekort als "ATC") en voordien reeds de hoedanigheid van kandidaat-militair of militair heeft verkregen, wil hij tot de opleiding worden toegelaten dezelfde specifieke psychotechnische tests moet afleggen als sollicitanten (van buitenaf) die de hoedanigheid van kandidaat-militair willen verkrijgen om die opleiding te volgen.

De voorliggende bepaling moet evenwel aangevuld worden, zodat erin vermeld wordt hoe die specifieke psychotechnische tests ingepast worden in de opleiding van de ATC-kandidaat, inzonderheid uit chronologisch oogpunt (wanneer tijdens de opleiding) en uit procedureel oogpunt (besluitvormingsproces, rechtsmiddelen, ...).

2. Vanwege de preciseringen die aldus in artikel 15 van het ontwerp zullen worden aangebracht, moet ook de lijst van bepalingen aangevuld worden die in de aanhef van het ontwerp als rechtsgrond worden genoemd.

Artikel 22

Artikel 22 van het ontwerp, dat ertoe strekt in het koninklijk besluit van 17 september 2005 betreffende de geschiktheid voor luchtdienst een hoofdstuk II*bis* in te voegen, dat een artikel 10*bis* omvat, geeft aanleiding tot dezelfde opmerkingen als artikel 15 van het ontwerp.

Wat betreft de rechtsgrond van het ontworpen artikel 10*bis*, moet erop gewezen worden dat de bepalingen genoemd in de aanhef van het ontwerp alleen betrekking hebben op officieren die zich willen aanmelden voor de luchtdienst.

Voor de overige categorieën personeel kan de steller van het ontwerp zich baseren op de aanhef van het voornoemde koninklijk besluit van 17 september 2005.

Artikel 24

Artikel 24 van het ontwerp bepaalt dat dit in werking treedt op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 1, 1/ tot 3/, en 8, die uitwerking hebben met ingang van 15 augustus 2007.

De steller van het ontwerp moet de gedeeltelijke terugwerkende kracht die hij aldus aan het ontwerp wil verlenen, kunnen verantwoorden. Ter herinnering, het verlenen van terugwerkende kracht aan besluiten is enkel toelaatbaar als, met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, voor de retroactiviteit een wettelijke grondslag bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die voordelen toekent of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking van de diensten en daardoor, in beginsel, geen verkregen situaties worden aangetast.

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het onderwerp zou herzien moeten worden uit een oogpunt van correct en consequent taalgebruik. Zo bijvoorbeeld is in het ontwerp nu eens sprake van "uitsluitingscijfer" (artikel 1, 2/, ontworpen artikel 4, paragraaf 3, eerste lid), dan weer van "uitsluitcijfer" (artikel 1, 3/, ontworpen artikel 4, paragraaf 3, tweede lid). De term "uitsluitcijfer" is niet gangbaar.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. NIHOUL,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE